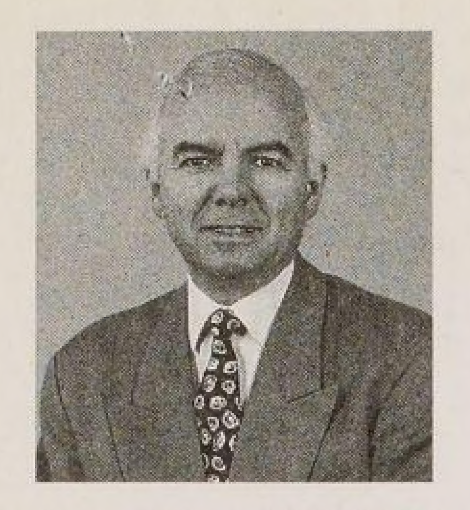


ELECTION LEGISLATIVE DU 28 MARS 1993
7e CIRCONSCRIPTION DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Jean-Pierre BRARD

CANDIDAT DU RASSEMBLEMENT DES CITOYENS POUR LE PROGRES



Jean-Pierre BRARD
député-maire,
candidat.

Catherine PUIG
maire-adjointe,
suppléante.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Alors que notre pays et beaucoup de familles connaissent déjà une situation difficile, une écrasante domination de la droite dans la nouvelle Assemblée nationale est annoncée au vu des résultats du 1er tour.
La diversité des candidatures a permis aux Français de faire connaître leurs préférences et leurs protestations, parfois même leur colère. Ils se sont fait entendre.
Dimanche prochain il faudra choisir pour 5 ans un député capable de bien vous écouter, vous représenter, vous défendre, vous informer et de travailler avec vous.
A Montreuil, les autres candidats ayant été éliminés par la loi électorale, je reste seul représentant des forces de la gauche et des forces de progrès face au candidat qui brigue les suffrages de la droite la plus dure et de l'extrême droite. En effet, l'huissier GAULIN représente la mouvance la plus réactionnaire et revancharde de la droite influencée par les thèses du Front national.
Je suis convaincu que les Montreuillois attachés à l'avenir de leur ville, de sa politique sociale et progressiste, refuseront majoritairement de mêler leurs voix à celles de la droite extrême et intolérante, porteuse de régression et d'injustice.
Vous, qui au premier tour avez voté pour ma suppléante Catherine PUIG et moi-même, pour d'autres candidats de gauche ou écologistes, vous qui vous êtes abstenu pour manifester votre mécontentement, je vous appelle, comme vous avez toujours su le faire à Montreuil, à vous rassembler pour, au second tour, battre la droite.
Cordialement, votre député-maire,

Jean-Pierre BRARD

APPEL, COMMUNIQUÉ ET DÉSISTEMENT POUR LE RASSEMBLEMENT ET LA MOBILISATION DE TOUS LES DÉMOCRATES AUTOUR DE JEAN-PIERRE BRARD:

Le 21 mars 1993, plus de 2500 Montreuillois m'ont apporté leurs suffrages. Je les remercie vivement de la confiance qu'ils ont témoigné ainsi aux idées et valeurs de la gauche dont j'étais et reste porteur.
Aujourd'hui, face aux risques que présenterait une majorité conservatrice et réactionnaire écrasante à l'Assemblée nationale et l'élection d'un homme de la droite extrême à Montreuil, je les appelle à faire barrage à la droite et à voter le 28 mars 1993 pour le candidat des forces de gauche et de progrès restant en lice dans notre ville, Jean-Pierre BRARD.
Toutes les voix compteront.

Daniel CHOLLEY
Maire-adjoint
Président du groupe des élus socialistes de Montreuil
Candidat du Parti Socialiste aux élections législatives à Montreuil.

Les candidats écologistes montreuillois ont rassemblé le 21 mars 1993 près de 13% des suffrages exprimés. Le second tour s'annonce très indécis. Il importe donc que tous les électeurs écologistes, fidèles aux valeurs de solidarité et d'humanisme, se reportent sans faille sur Jean-Pierre BRARD pour faire barrage au danger d'élection du candidat de la droite extrême Marc GAULIN.

Jean-Pierre LIVIERI
Candidat
de l'Alliance pour l'Ecologie et la Démocratie

Pour la première fois depuis longtemps, la droite extrême peut espérer l'emporter à Montreuil. C'est la dure sanction, nationale et locale, de la faillite et des abandons de la gauche institutionnelle. Mais la victoire de l'huissier GAULIN renforcerait le pouvoir d'une chambre (bleu horizon/U.P.F.) et, dans notre ville, la pression de la xénophobie et du racisme, des exclusions et des expulsions, du profit-roi.
Face à cette menace, *A Gauche... Toute!* appelle de toutes ses forces à battre Marc GAULIN candidat de la droite extrême.
Mais il ne suffit pas de faire, dimanche prochain, barrage dans les urnes à GAULIN pour éloigner durablement le danger. Il faut, à Montreuil comme ailleurs, changer de politique. Contre le racisme, défendre sans faiblesse les immigrés. Contre le nouvel ordre moral, défendre les droits des femmes à l'avortement et à la contraception. Contre les expulsions, d'où qu'elles viennent, garantir le droit au logement. Contre le chômage, exiger les 35 heures sans diminution de salaire. Telle était et tel reste le sens de la candidature *A Gauche... Toute!*: lutter ensemble pour repousser la droite extrême en renforçant la solidarité des travailleurs, des exclus du système et en étant porteur d'un projet de transformation de la société.
Nous souhaitons continuer ce combat avec toutes celles et ceux qui s'y reconnaissent.

Sophie ZAFARI
Bernard GRENOUILLET
Candidats de «A Gauche... Toute!»

CE QUE GAULIN VOUS CACHE
LES VERITABLES INTENTIONS DE LA DROITE :

Les projets de la droite, les connaissez-vous ? En voici quelques éléments. Dans tous les domaines, elle ferait pire et l'avenir de notre ville et de notre pays serait gravement menacé :

- Augmentation du chômage par la suppression des dernières contraintes applicables aux entreprises qui licencient.

- Diminution des salaires, sous prétexte de partager l'emploi et remise en cause du S.M.I.C., demandée par le C.N.P.F.

- Augmentation de la C.S.G., financement des allocations familiales par les contribuables, donc les salariés et non les employeurs.

- Création de nouvelles formes d'emplois à charges sociales et à contraintes allégées, c'est-à-dire la précarité et la flexibilité pour les salariés.

- Recul de l'âge réel de la retraite par l'allongement de la durée de cotisation. Calcul sur les 25 meilleures années, au lieu de 10 actuellement.

- Diminution de l'impôt pour les plus hauts revenus.

- Extinction de l'impôt sur la fortune compromettant le financement du R.M.I.

- Augmentation de la T.V.A. impôt injuste qui frappe l'électricité comme le caviar, le pauvre comme le riche.

- Diminution, sans contrepartie pour l'emploi, des charges sociales payées par les entreprises.

- Redistribution des crédits alloués au logement au détriment du logement social, entraînant la création de ghettos.

- Augmentation des loyers pour les revenus moyens dans le logement social.

- Privatisation des banques et compagnies d'assurance encourageant l'apparition de nouveaux capitaux spéculatifs.

- Démantèlement des services publics : S.N.C.F., R.A.T.P., France Telecom, E.D.F-G.D.F., La Poste... et privatisations de leurs secteurs rentables.

- Remise en cause du statut de la fonction publique.

- Démantèlement de l'Education nationale. Généralisation des formations privées, payées par les familles. Toujours plus de ségrégation sociale, remettant en cause notre système éducatif.

- Réduction des moyens des services publics des collectivités pour leur politique sociale et la solidarité.

Vu, les candidats.